

**Conseil économique et social**

Distr. générale
11 novembre 2015
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales**Session ordinaire de 2016**

25 janvier-3 février et 16 février 2016

**Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut
consultatif auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général***Additif****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Corrections India	3
2. Council for American Students in International Negotiations	4
3. Council for International Development	5
4. Credo-Action	6
5. David M. Kennedy Center for International Studies	7
6. Daytop Village Foundation, Inc.	9
7. German Foundation for World Population	10
8. Dianova International	12
9. Drammeh Institute	13
10. Drug Prevention Network of Canada	14
11. Du pain pour chaque enfant	15
12. Earthjustice	16

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



13. Economists for Peace and Security	18
14. Ensemble luttons contre le sida	19
15. Environmental Management for Livelihood Improvement - Bwaise Facility	20

1. Corrections India

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Corrections India est une organisation non gouvernementale enregistrée auprès de l'État du Kerala (Inde). Elle a été créée en 1987 pour garantir le bien-être et la réhabilitation des communautés les plus délaissées et en butte aux pires vicissitudes dans la société.

Objectifs et mission

Corrections India apporte une assistance directe aux prisonniers condamnés à de longues peines d'emprisonnement. Pour de nombreux condamnés qui ne pouvaient pas jouir d'une liberté conditionnelle, ils peuvent désormais en bénéficier grâce aux relations entre Corrections India et l'administration pénitentiaire. L'organisation négocie avec les pouvoirs publics et se portent garante pour les condamnés qui peuvent être libérés sous condition avant leur mise en liberté définitive.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Corrections India organise des séminaires et des conférences sur la lutte contre la criminalité. Elle favorise les activités préventives et la lutte contre la criminalité et est favorable à l'aménagement des peines. Par ailleurs elle a mis sur pied un projet, « Aswasa Bhavan », dédié exclusivement aux enfants dont les parents se trouvent derrière les barreaux. Ainsi, l'organisation prend soin d'eux en prenant en charge leur éducation et en facilitant leur insertion sociale. Elle les sensibilise également à l'assainissement et à la propreté.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation contribue à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 1 grâce à ses activités. Elle mène par ailleurs des campagnes en faveur de la culture des plantes vertes dans des services et lieux publics en vue de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 7.

2. Council for American Students in International Negotiations

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Council for American Students in International Negotiations est une organisation non gouvernementale basée à New York (États-Unis) qui œuvre dans le domaine de l'éducation.

Objectifs et mission

L'organisation s'efforce de susciter chez les étudiants et les jeunes professionnels américains un plus grand intérêt pour les débats au niveau multilatéral au moyen de bourses d'études et d'une collaboration avec des institutions intergouvernementales et supranationales, en facilitant l'accès aux processus internationaux d'élaboration des politiques.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Council for American Students in International Negotiations envoie des délégations aux conférences des Nations Unies sur le droit, la paix et la justice internationale, ainsi que sur les droits de l'homme et le développement durable. Pendant ces conférences, les délégués de l'organisation suivent le déroulement des procédures, rédigent des rapports et interagissent avec la société civile en personne et par les réseaux sociaux. Par ailleurs, l'organisation publie les travaux de recherche d'intellectuels du monde entier sur des questions liées à la justice internationale, en particulier en ce qui concerne la Cour pénale internationale et le droit des droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- La cent-quatrième session du Comité des droits de l'homme (Haut-Commissariat aux droits de l'homme) au cours de laquelle des équipes spéciales chargées des rapports périodiques se sont réunies afin d'examiner les efforts de cinq pays (la République dominicaine, le Yémen, le Turkménistan, le Guatemala et le Cap-Vert) pour mettre en œuvre le Pacte international relatif aux droits civils et politiques; la session s'est tenue à New York, du 12 au 30 mars 2012.
- Les onzième et treizième sessions de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, organisées respectivement à La Haye, aux Pays-Bas, du 14 au 22 novembre 2012 et à New York du 8 au 17 décembre 2014; et
- Les cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues à New York, du 4 au 15 mars 2013 et du 10 au 21 mars 2014, respectivement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a soutenu le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit en assistant au lancement de la Déclaration d'engagement concernant l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit, le 24 septembre 2013, et à la manifestation organisée le 6 mars 2014, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, sur le thème « Elevating the Conversation on Ending Sexual Violence in Conflict ».

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À travers l'ensemble de ses activités, l'organisation milite en faveur de la justice internationale qui est fondamentale pour réaliser le programme de développement. L'organisation s'emploie notamment à faire connaître l'Agenda pour la paix mondiale et le Programme de développement de l'Organisation des Nations Unies auprès de ses membres en envoyant des délégations à des conférences se rapportant aux programmes de développement liés à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement/des objectifs de développement durable.

3. Council for International Development

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Council for International Development est l'organisme faitier national des organisations de développement international basé à Aotearoa en Nouvelle-Zélande. L'organisation représente environ 50 ONG membres travaillant dans 79 pays en développement.

Objectifs et mission

L'organisation entend soutenir les programmes d'aide et de développement efficaces pour l'avènement d'un monde durable débarrassé de la pauvreté et de l'injustice. L'organisation encourage les membres à devenir des acteurs de développement et humanitaires plus efficaces. Elle collabore également avec des acteurs clés et le public pour promouvoir les intérêts des membres et a su se positionner comme un interlocuteur averti, parfaitement connu et influent sur des questions de développement durable.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2011, l'organisation a travaillé en étroite collaboration avec des ONG régionales afin d'élaborer une réponse de la région du Pacifique pour les préparatifs internationaux en vue du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, tenu à Busan, en Corée du Sud, du 29 novembre au 1^{er} décembre 2011. Elle a

organisé des ateliers à Christchurch, Wellington et Auckland en Nouvelle-Zélande, avant et après le Forum de Busan, afin d'informer les membres sur les changements en matière de politiques de développement et de débattre de leurs implications pour les ONG.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé au quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Busan, en Corée du Sud, du 29 novembre au 1^{er} décembre 2011 et à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation coopère avec United Nations Association of New Zealand et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est par ailleurs membre de l'organisation.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

À travers des documents d'analyse, des ateliers et des réunions d'information à l'intention des pouvoirs publics, l'organisation a encouragé le Gouvernement néo-zélandais et d'autres acteurs concernés à se mobiliser pour la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, organisée à Addis-Abeba, du 13 au 16 juillet 2015, le Sommet sur le développement durable organisé à New York, du 25 au 27 septembre 2015, la Conférence sur les changements climatiques, à Paris, du 30 novembre au 11 décembre 2015 et le Sommet mondial sur l'aide humanitaire de 2016 qui se tiendra à Istanbul.

4. Credo-Action

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Credo-Action est une association dont le siège se situe à Agbata, Togo. L'Association intervient dans les préfectures de l'Avé, des Lacs, de Vo et de Zio (région maritime) au Togo.

Objectifs

L'organisation a pour buts de défendre les droits des femmes; promouvoir le développement durable; et veiller à la scolarisation et à la prise en charge des filles. Elle a pour objectifs de promouvoir la santé et les droits reproductifs; promouvoir l'entrepreneuriat féminin et la création d'emplois; offrir aux organisations locales les compétences, la technologie et les opportunités; promouvoir la parité et l'égalité entre les hommes et les femmes sur le plan juridique, politique, éducatif, et culturel; lutter contre les violences faites aux femmes; et la création d'un orphelinat et la prise en charge intégrée des orphelins.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a créé un orphelinat en 2007 pour la protection et le droit des enfants. Dans ce centre d'accueil, elle prend en charge financièrement et matériellement l'éducation scolaire de 35 filles orphelines et la formation professionnelle de 50 filles orphelines.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Credo-Action a participé à la 51e session du Conseil économique et social sur « la promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous », tenue à New York, du 6 au 15 février 2013; et à la 57e session de la Commission de la condition de la femme sur « la violence faite aux femmes et aux filles », tenue à New York, du 4 au 15 mars 2013. L'organisation a également participé à la discussion en ligne organisée dans le cadre du débat de haut niveau du Conseil économique et social tenu à New York, le 9 juillet 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2014, l'organisation a signé un contrat de financement de projet avec les Nations Unies par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire pour la deuxième décennie des peuples autochtones. C'est un projet dénommé « santé maternelle pour toutes en milieu rural » destiné à la prise en charge prénatale de plus de 75 femmes enceintes, la prévention des grossesses à risques chez près de 125 jeunes filles et le planning familial dans le village d'Ando Avédji au Togo.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation sont dirigées plus particulièrement vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) n° 1 et 3. À cet effet, elle a noué un partenariat avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)/Espagne pour la réalisation d'un projet intitulé « Soutien aux femmes rurales dans la commercialisation des produits agricoles », destiné à soutenir 700 femmes dans la gestion des activités génératrices de revenus pour leur autonomisation financière. L'organisation accompagne également 25 groupements agricoles mixtes et groupements féminins, ainsi que 5 coopératives mixtes dans trois préfectures au Togo.

5. David M. Kennedy Center for International Studies**Statut consultatif spécial : 1999****Introduction**

David M. Kennedy Center of International Studies (Kennedy Center) permet aux étudiants de l'Université Brigham Young située dans l'Utah, aux États-Unis d'Amérique, de bénéficier de nombreux échanges interculturels.

Objectifs et mission

Le Centre offre 6 programmes de formation avec spécialisation et 5 programmes de formation sans spécialisation, chacun dirigé par des coordonnateurs de faculté nommés par l'International and Area Studies Council. Il renforce ses programmes par une formation approfondie à l'étranger, ce qui permet chaque année à plus de 1 400 étudiants d'étudier en dehors des États-Unis.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Grâce aux possibilités offertes par l'Université Brigham Young, les étudiants peuvent interagir avec des universitaires, des leaders d'opinion et des praticiens, et améliorer ainsi leurs connaissances des enjeux mondiaux auxquels sont confrontées les Nations Unies. Il s'agit notamment de :

- Ballard Center qui a organisé une manifestation relative à la campagne « We For She » pour soutenir cette initiative onusienne récente et sensibiliser sur plus de 12 enjeux mondiaux auxquels sont actuellement confrontées les femmes. Plus de 400 étudiants ont participé à la manifestation;
- BYU Amnesty International qui est une initiative des étudiants parrainée par le Kennedy Center, et qui vise à sensibiliser les étudiants et le corps enseignant sur les questions relatives aux droits de l'homme; et
- Model United Nations qui est un programme à travers lequel les étudiants peuvent analyser les mécanismes de la diplomatie et de la négociation.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a assisté à des sessions plénières du Conseil des droits de l'homme et à des sessions de l'examen périodique universel à Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a participé à plusieurs comités, notamment le Comité d'ONG sur les droits de l'homme, le Sous-Comité d'ONG pour la liberté de religion et de croyance, le Groupe de travail d'ONG sur l'enseignement et l'apprentissage des droits de l'homme et le Comité des ONG sur la condition de la femme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le projet Woman Stats du Kennedy Center est une compilation complète d'informations sur la condition de la femme dans le monde. Il fournit des informations sur de nombreuses questions, que ce soit la violence familiale, la propriété foncière des femmes ou la participation des femmes à la vie politique. Le Political Economy and Development Laboratory réalise actuellement deux expériences sur le terrain dans la ville de Kampala (Ouganda) et dans ses alentours, lesquelles ont pour but d'aider à promouvoir la responsabilité des organisations d'aide. Enfin, l'équipe d'évaluation de programmes (Programme Evaluation and

Assessment Team, PEAT) donne l'occasion aux étudiants d'appliquer, dans un pays en développement, les compétences en recherche acquises pendant leur formation.

6. Daytop Village Foundation, Inc.

Statut consultatif spécial : 1991

Introduction

Daytop Village Foundation, Inc. a été créée pour apporter une assistance technique à des projets visant à améliorer la qualité de vie au moyen de programmes de sensibilisation, de prévention et de traitement. À ce jour, l'organisation a facilité le lancement de programmes de traitement dans plus 55 pays.

Objectifs et mission

L'organisation collecte des informations sur la toxicomanie, la délinquance et la violence dans les différents pays. Elle formule ensuite une stratégie thérapeutique communautaire pour les pays concernés et programme des ateliers à l'intention des spécialistes de la santé mentale, de l'aide sociale, du traitement des toxicomanes et des alcooliques, ainsi que du personnel des établissements correctionnels et d'enseignement, afin de leur apporter les concepts, méthodes et compétences qu'ils peuvent appliquer immédiatement dans leur milieu de travail.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Pendant la période considérée, Daytop a reçu plus de 50 visiteurs étrangers dans les centres de traitement de Daytop New York pour de brèves visites d'étude. Elle a également organisé des stages pour 120 étudiants étrangers environ dans le cadre de ses programmes de traitement à Daytop New York. Au cours des quatre dernières années, Daytop a organisé 16 formations internationales à l'étranger et a apporté une assistance technique à 7 pays : la République de Corée, les Philippines, le Guatemala, le Kenya, la Thaïlande, la Chine et le Brésil. Ces programmes de formation abordaient des sujets tels que la prévention de la récidive, la spiritualité, les compétences en matière de conseils et le développement de programmes cliniques. Plus de 350 professionnels et personnels paramédicaux ont été formés. Daytop a adapté sa méthode thérapeutique au milieu carcéral dans des pays de l'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est. L'organisation a mis au point des programmes en Amérique latine et en Asie pour régler le problème des enfants de la rue et s'attaquer au sida et à l'hépatite.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Daytop a participé au Congrès des ONG à New York et à la réunion du Comité de Vienne chargé des organisations non gouvernementales sur la drogue parrainée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, organisée à New York en 2014. Elle a participé à la manifestation marquant le trentième anniversaire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des

femmes, organisée en juillet 2012 à New York. Elle célèbre également tous les ans la Journée internationale de la lutte contre l'abus et le trafic de drogues.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En tant que membre du Comité de Vienne chargé des organisations non gouvernementales sur la drogue, Daytop fait part des nouveaux programmes de traitement et des ressources de formation à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à Vienne. Daytop a également été membre du Comité d'organisation des conférences de la Fédération mondiale des communautés thérapeutiques à Bali, en Indonésie en 2012 et à Cancún, au Mexique en 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Daytop participe à la journée de marche annuelle anti-sida (AIDS Walk Day).

7. German Foundation for World Population (Deutsche Stiftung Weltbevölkerung)

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Deutsche Stiftung Weltbevölkerung est une organisation de développement international qui œuvre pour l'accès de tous à la santé en matière de sexualité et de procréation. L'organisation, qui a son siège à Hanovre, en Allemagne, possède également des bureaux en Éthiopie, au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, ainsi que des bureaux de liaison à Berlin, en Allemagne et à Bruxelles en Belgique.

Objectifs et mission

L'organisation autonomise les jeunes et les femmes en Afrique au moyen d'informations sur la manière d'opérer des choix salutaires et réfléchis en ce qui concerne leur vie sexuelle et reproductive. Par le biais de la sensibilisation, du renforcement des capacités et du plaidoyer, l'organisation entend promouvoir la participation de la société civile et un soutien politique concernant la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Depuis 2002, l'organisation est membre de l'Équipe spéciale de haut niveau de la Conférence internationale sur la population et le développement. Elle a été très impliquée dans la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 en participant à des réunions et activités de plaidoyer où elle a notamment présenté des déclarations orales et écrites lors des manifestations de haut niveau. L'organisation a soutenu l'initiative « Toutes les femmes, tous les enfants » et a conseillé le Gouvernement allemand sur la Stratégie mondiale pour la santé de la femme et de l'enfant à différentes étapes du processus. Elle collabore à

l'organisation du Dialogue international sur la population et le développement durable qui se tient chaque année et comprend des représentants de plusieurs organismes des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Parmi les réunions auxquelles l'organisation a participé, on peut citer :

- La quarante-septième session de la Commission de la population et du développement à New York, le 7 avril 2014, au cours de laquelle elle a présenté une déclaration orale;
- La conférence régionale de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe sur le thème « Établir des choix : les priorités pour la population au XXI^e siècle », tenue à Genève, en juillet 2013, au cours de laquelle elle a présenté une déclaration orale; et
- La session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à la Conférence internationale sur la population et le développement au-delà de 2014, tenue à New York, le 22 septembre 2014, au cours de laquelle elle a coorganisé une manifestation parallèle sur le thème « Education Matters : Empowering Young People To Make Healthier Choices » avec d'autres organisations et le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En tant que partenaire du Fonds des Nations Unies pour la population en Allemagne, l'organisation a mieux fait connaître les préoccupations relatives à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation ainsi que les questions relatives à la population, et s'est chargée de la traduction et de la présentation annuelle du rapport du Fonds des Nations Unies pour la population sur l'état de la population mondiale à la presse en Allemagne, de 2011 à 2014. Tous les six mois, l'organisation présente en Allemagne les Perspectives de la population mondiale en collaboration avec la Division de la population. Depuis 2013, l'organisation met en œuvre un projet portant sur l'alimentation des adolescents en Éthiopie, financé par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation aide des pays de l'Afrique de l'Est à atteindre leurs objectifs de développement, notamment en ce qui concerne les objectifs du Millénaire pour le développement n° 4, 5 et 6 liés à la santé, en les aidant par exemple à améliorer les services de planification familiale. Dans ses clubs de jeunes, l'organisation a assuré la promotion d'une approche globale à l'éducation sexuelle et a donné aux jeunes les moyens de se protéger, notamment contre des maladies. Elle s'est également employée à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation des adolescentes.

8. Dianova International

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Dianova International (Dianova) met en œuvre des programmes et projets innovateurs en matière d'éducation, de jeunesse, de prévention et traitement des addictions et de développement social dans 10 pays (Espagne, Italie, Portugal, Suède, Suisse, États-Unis d'Amérique, Canada, Nicaragua, Chili, Uruguay).

Objectifs

Dianova a pour objectif de favoriser le progrès social et l'autonomie des personnes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation participe à la commémoration des journées mondiales de l'ONU. Les contributions comprennent, entre autres : l'accueil, le traitement et la réintégration des toxicomanes; la prévention des comportements à risques (addictions, délinquance); la création d'environnements favorisant les facteurs de protection (mineurs); l'accès à l'éducation; et l'aide à l'insertion des immigrants.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à plusieurs réunions, entre autres :

- Les réunions de la Conférence des ONG (CoNGO);
- Les sessions annuelles de la Commission des stupéfiants (CND) durant lesquelles elle a organisé des manifestations parallèles, Vienne, Autriche, 2011-2014;
- Les sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme (CSW), durant lesquelles elle a organisé des manifestations parallèles et soumis des déclarations écrites, New York, 2011-2014;
- Les réunions annuelles du Comité de liaison des ONG de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (ONG-UNESCO), 2011-2014;
- Le débat de haut niveau du Conseil économique et social sur l'éducation; et soumission d'une déclaration écrite, Genève, Suisse, juillet 2011; et
- La 52^e session de la Commission pour le développement social (CSD) pendant laquelle elle a soumis une déclaration écrite, New York, novembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Dianova est membre du conseil d'administration du Comité de Vienne des ONG (VNGOC). Elle participe aux réunions annuelles, fait des déclarations orales et écrites, et se réunit avec la CND, ONUDC, l'Organe international de contrôle des

stupéfiants (OICS), et les membres du « Civil Society Team » de l'ONUDC. Elle collabore avec l'UNESCO et les ONG qui sont en partenariat avec l'UNESCO. Dans ce cadre, elle a organisé un projet « Un poumon pour le futur » parrainé par l'UNESCO au Nicaragua, de 2010 à 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Ci-dessous figurent les activités entreprises par l'organisation en vue de la réalisation de chacun des objectifs du Millénaire pour le développement :

- Objectif 1 : accueil et aide humanitaire des immigrants, Espagne.
- Objectif 2 : école « Las Marías », Nicaragua.
- Objectif 3 : programmes pour femmes, Chili.
- Objectif 5 : traitement pour femmes avec problèmes d'addiction ayant des enfants ou mineurs à charge, Chili.
- Objectif 6 : éducation, sensibilisation et campagnes ciblées dans l'ensemble du réseau.
- Objectif 7 : réintroduction d'espèces locales, Nicaragua; préservation de la biodiversité, Uruguay.
- Objectif 8 : promotion du tourisme responsable, Nicaragua.

9. Drammeh Institute

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Drammeh Institute coordonne les recherches et le contenu média afin de promouvoir une analyse approfondie de l'histoire des personnes d'ascendance africaine.

Objectifs et mission

L'Institut facilite l'accès de la société civile à des témoignages de première main concernant les populations de descendance africaine marginalisées.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation célèbre chaque année la Journée des droits de l'homme, en invitant le public à une journée portes ouvertes où il peut prendre connaissance des conventions sur les droits de l'homme et accéder à divers documents.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont participé à la cinquantième session de la Commission du développement social, tenue à New York, du 1^{er} au 10 février

2012, et aux cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues à New York, du 27 février au 9 mars 2012, du 4 au 15 mars 2013 et du 10 au 21 mars 2014 respectivement.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a exposé ses recommandations à la onzième session du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, organisée du 30 avril au 4 mai 2012. Elle y suggère la création des archives mondiales de la mémoire africaine. Elle a également présenté une déclaration écrite portant sur le point 9 de l'ordre du jour de la vingt-et-unième session du Conseil des droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pendant les sessions de la Commission de la condition de la femme, l'Institut a organisé des manifestations parallèles sur les thèmes suivants : « Women Water and Migration in Africa : The case of Ghana, Zimbabwe, and Chad », organisée le 3 mars 2012, « In Her Own Image : Restorative Justice, the African Woman, and the Female Child », organisée le 9 mars 2013, et « African Women and science, technology, engineering and mathematics », organisée le 15 mars 2014 à New York.

10. Drug Prevention Network of Canada

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Drug Prevention Network of Canada a été créée pour mettre en relation les gens et les organisations qui souhaitent promouvoir les bienfaits d'un mode de vie sain, sans drogue.

Objectifs et mission

L'organisation vise à réunir les organisations et les particuliers au Canada qui soutiennent les valeurs fondamentales de la prévention, de l'éducation et du traitement en ce qui concerne l'usage et l'abus de stupéfiants. Au rang de ses activités figure le partage des informations, des ressources, des travaux de recherche scientifique, des idées et des opinions.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation travaille avec le Gouvernement canadien afin d'honorer les engagements du Canada à l'égard des traités des Nations Unies en matière de drogues. Le site Internet de l'organisation publie les dernières études réalisées en matière de consommation et d'abus de drogues et l'organisation répond aux questions liées à la drogue dans les journaux au moyen de lettres adressées au rédacteur en chef, ainsi que d'articles d'opinion et de communiqués de presse. Les articles de l'organisation ont été publiés dans des revues scientifiques respectées.

L'organisation a organisé une campagne annuelle de traitement sur trois jours au cours de laquelle une déclaration a été faite.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Les cinquante-quatrième et cinquante-septième sessions de la Commission des stupéfiants, organisées à Vienne, du 21 au 25 mars 2011 et du 13 au 14 mars 2014;
- La cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme à New York, du 4 au 15 mars 2013; et
- La cinquante-et-unième session de la Commission du développement social, organisée à New York, du 6 au 15 février 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation est engagée au plan national dans la protection de l'environnement en encourageant les pouvoirs publics à prévoir des politiques de santé publique interdisant la prolifération des drogues et la contamination de l'environnement par les trafiquants de drogues qui abandonnent dans les rues les accessoires destinés à l'utilisation de drogues tels que des seringues.

11. Du pain pour chaque enfant

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'association du pain pour chaque enfant a été créée en 2002 au Luxembourg.

Objectifs

L'association a comme objectifs de participer à la lutte contre la pauvreté et à l'appui au développement socio-économique dans les pays en voie de développement. Elle œuvre aussi pour la promotion de la paix, du sport et de l'éducation.

Changements à signaler

Suite à la décision de l'Assemblée générale de 2012, les statuts de l'association ont été modifiés. Ces modifications donnent droit à l'association d'engager du personnel chargé de développer les activités de l'association tant au niveau national qu'international.

Contribution à des activités des Nations Unies

Du pain pour chaque enfant a organisé des ateliers de travail et de réflexion chaque année en célébration des journées des Nations Unies suivantes : Journée mondiale de la santé, Journée internationale de la paix, Journée internationale de l'alimentation, Journée internationale des personnes handicapées et Journée internationale du bénévolat.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Du pain pour chaque enfant a participé aux réunions suivantes :

- 5^e session du Comité des Nations Unies pour le droit des personnes handicapées à Genève, Suisse, le 11 avril 2011;
- Forum mondial de la société civile à New York, le 31 janvier 2012;
- 50^e session du Conseil économique et social, à New York, du 1^{er} au 14 février 2012;
- Forum mondial de la jeunesse à Bali, Indonésie, du 4 au 6 décembre 2012; et
- 8^e Forum de la jeunesse organisé par l'Organisation des Nations pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris, France, du 29 au 31 octobre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'association collabore étroitement avec l'UNESCO.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'association œuvre essentiellement en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n° 4, 5 et 6, à travers plusieurs activités qui visent à promouvoir la santé physique chez les enfants et adolescents et au sein des écoles.

12. Earthjustice

Statut consultatif spécial : 1991

Introduction

Créée aux États-Unis d'Amérique en 1971, Earthjustice est une organisation de droit de l'environnement dont la devise est que tout être humain a le droit de vivre dans un environnement sain.

Objectifs et mission

L'organisation a trois principaux objectifs qui visent à créer un monde juste et prospère, notamment en préservant la faune sauvage, en se mobilisant pour l'avènement d'une société prospère et en promouvant l'énergie propre et un climat sain.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Earthjustice s'emploie à promouvoir le lien entre les droits de l'homme et l'environnement en tant qu'élément fondamental du développement durable, avec un accent sur les changements climatiques, l'impact des matières toxiques et l'accès à l'eau et à l'assainissement. L'organisation sensibilise le public sur les droits et normes environnementaux internationaux.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Parmi les réunions auxquelles l'organisation a participé, on peut citer :

- Toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme, tenues à Genève, pendant lesquelles elle a organisé des manifestations parallèles;
- La Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP) : COP 17, COP 19 et COP 20;
- La Conférence des Parties à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants : cinquième réunion tenue à Genève, du 25 au 29 avril 2011;
- La seconde réunion des Parties au Protocole de Kiev, à Maastricht, aux Pays-Bas, les 3 et 4 juillet 2014, la première, la seconde et la troisième réunion du Groupe de travail des Parties au Protocole, à Genève, et la première session de la réunion du Comité chargé de l'application, à Genève; et
- La troisième réunion des Parties au Protocole de Londres, à Oslo, du 25 au 27 novembre 2013, toutes les réunions du Groupe de travail sur l'eau et la santé, organisées à Genève, et les sixième, septième, huitième, neuvième et dixième sessions du Comité chargé de l'application du Protocole.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Earthjustice a contribué aux travaux préparatoires des rapports des experts mandatés au titre de procédures spéciales, notamment des rapporteurs spéciaux sur les implications d'une gestion écologiquement rationnelle et d'une élimination de substances et de déchets dangereux pour les droits de l'homme, et de l'Expert indépendant sur les droits de l'homme et l'environnement. L'organisation a travaillé en étroite collaboration avec des fonctionnaires gouvernementaux et autres ONG pour promouvoir les recommandations des rapports des experts mandatés au titre de procédures spéciales; elle a par ailleurs travaillé avec différents programmes du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Secrétariat de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Genève et le Secrétariat de la Commission économique pour l'Europe, et leur a fourni des documents.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de Earthjustice contribuent à mieux faire connaître le lien entre les objectifs du Millénaire pour le développement n° 7 et n° 1, ainsi que le lien entre l'élimination de la pauvreté extrême et les défis que représente le changement climatique en matière d'accès à l'assainissement et à l'eau.

13. Economists for Peace and Security

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

Economists for Peace and Security œuvre à la promotion de solutions non militaires aux problèmes mondiaux, et pour une vie sans crainte ni misère. L'organisation a son siège à New York, aux États-Unis d'Amérique et comporte des associations affiliées dans 18 pays et des membres dans plus de 50 pays.

Objectifs et mission

L'organisation collabore avec des économistes et autres citoyens qui combinent analyse économique rigoureuse, élaboration de politiques alternatives et sensibilisation des décideurs et défenseurs des droits des citoyens, afin de trouver des solutions pacifiques aux conflits, et qui reconnaissent les droits économiques, sociaux, culturels et sécuritaires inhérents à la dignité et à l'épanouissement de l'homme.

Changements à signaler

Economists for Peace and Security a une organisation affiliée en Italie.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation participe régulièrement aux réunions et conférences aux Nations Unies. En mars 2014, elle a coorganisé plusieurs manifestations marquant la Journée internationale du bonheur.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Parmi les réunions auxquelles l'organisation a participé, on peut citer :

- Une manifestation sur le thème « Women's Participation and Women peace and Security Accountability in Syria : Geneva II Peace Negotiations and Beyond », organisée à New York en 2004;
- La cinquante-deuxième session de la Commission du développement social, organisée à New York, du 11 au 21 février 2014;
- Le débat de haut niveau sur l'eau, l'assainissement et l'énergie durable dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, organisé à New York en 2014;

- La réunion de haut niveau sur les contributions des femmes, de la jeunesse et de la société civile au programme de développement pour l'après-2015, organisée en 2014;
- La réunion de haut niveau sur le thème « Towards 2015 for African Women & Girls : Accelerating Implementation of the MDGs and Defining a Post 2015 Development Agenda and the African Agenda post 2063 », organisée à New York en 2014; et
- Le soixante-neuvième débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies, organisé du 24 au 30 septembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a pris part aux comités suivants : le Comité d'ONG pour le désarmement, la paix et la sécurité, le Comité d'ONG sur les droits de l'homme, le Comité d'ONG pour le développement social, le Comité d'ONG sur l'éducation et le Comité d'ONG pour le développement durable.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a publié de nombreux bulletins d'information sur des questions liées aux objectifs du Millénaire pour le développement, notamment sur la durabilité, en juin 2012, sur l'inégalité, en septembre 2012 et sur les coûts et conséquences de l'austérité, en juin 2014.

14. Ensemble luttons contre le sida

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Ensemble luttons contre le sida (ELCOS) est établie en République démocratique du Congo (RDC).

Objectifs

L'organisation vise à contribuer à la lutte contre la pauvreté, les violences sexuelles contre les femmes et le VIH/sida, et à contribuer à la promotion de la femme en RDC.

Changements à signaler

L'organisation a redéfini sa politique sur le terrain et a étendu son champ d'action pour inclure les violences sexuelles contre les femmes, la promotion de la femme et la lutte contre la pauvreté. L'organisation a aussi établi un partenariat avec le fonds social de la République Démocratique du Congo pour soutenir ELCOS dans la réhabilitation des routes, la construction d'infrastructures sociales, administratives et scolaires et assurer la création d'emplois.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a mené des campagnes de sensibilisation avec la Mission des Nations Unies pour la stabilisation du Congo (MONUSCO) contre les violences sexuelles et contre la propagation de VIH/sida auprès des filles mères; et avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) contre le VIH/sida et la promotion de la planification familiale auprès des jeunes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

ELCOS collabore avec la MONUSCO section VIH/sida et le FNUAP.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

ELCOS contribue à l'objectif du Millénaire pour le développement n° 2 par la construction d'une école pour les enfants et orphelins vulnérables et l'octroi d'objets scolaires pour les élèves les plus démunis. En vue de la réalisation de l'ODD n° 3, ELCOS forme et encadre des femmes victimes des violences sexuelles. De plus, un champ communautaire a été octroyé aux femmes victimes des violences pour promouvoir leur autonomisation et leur intégration dans la société. Pour la réalisation de l'ODD n° 6, ELCOS mène des campagnes de sensibilisation contre le VIH/sida et la promotion de la planification familiale auprès des jeunes. Durant sa création, l'organisation a sensibilisé plus de 2 millions de jeunes contre la propagation du VIH/sida. Enfin, en vue de la réalisation de l'ODD n° 7, ELCOS a construit 2 marchés en matériaux durables, avec l'appui du fonds social de la RDC.

15. Environmental Management for Livelihood Improvement – Bwaise Facility

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Environmental Management for Livelihood Improvement Bwaise Facility a été créée en 2007 à la suite de la forte régression de l'engagement des citoyens à la protection de l'environnement.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à promouvoir le développement durable et à sensibiliser le public à la nécessité de gérer les terres, l'air et les ressources en eau, à associer la population à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans et programmes de développement en faveur d'un environnement urbain plus respectueux de l'environnement, à assurer un accès équitable à une éducation de base de qualité aux niveaux primaire et secondaire, et à renforcer les actions de sensibilisation au VIH/sida ciblant les jeunes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a présenté une déclaration écrite lors du débat de haut niveau du Conseil économique et social à Genève, du 1^{er} au 4 juillet 2013. Elle a également réalisé l'examen annuel 2014 des organisations non gouvernementales mené sous l'égide du Département de l'information.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Parmi les nombreuses réunions auxquelles l'organisation a participé, on peut citer :

- La soixante-quatrième session de la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales qui a mis en exergue les méthodes efficaces pour créer et maintenir des sociétés durables, organisée à Bonn, en Allemagne, du 3 au 5 septembre 2011;
- La troisième réunion intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, organisée à New York, les 26 et 27 mars 2012;
- La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) à Rio de Janeiro, Brésil, du 20 au 22 juin 2012; et
- Toutes les réunions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

De 2011 à 2012, l'organisation a fait partie du Groupe consultatif de la société civile sur la gouvernance internationale de l'environnement créé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et chargé d'étudier des réformes dans l'architecture de la gouvernance environnementale mondiale. L'organisation a coorganisé, à l'occasion de la Conférence sur les changements climatiques tenue à Varsovie en Pologne du 30 novembre au 9 décembre 2013, une manifestation parallèle avec le Gouvernement ougandais et le Programme des Nations Unies pour l'environnement qui a permis de créer des réseaux de partage de connaissances sur les moyens d'adaptation aux changements du climat. En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement, elle a mis en œuvre un projet national de réduction des émissions de gaz à effet de serre en Ouganda avec le soutien du Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation célèbre chaque année la Journée mondiale de l'environnement en organisant des ateliers, des conférences, des activités de sensibilisation des médias et des activités de restauration de l'environnement comme planter des arbres. L'organisation a contribué à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 7 en Ouganda, au Kenya et au Zimbabwe en influant sur des réformes de politiques en matière d'environnement et de changement climatique, ce

qui a abouti à la promulgation d'une loi sur les changements climatiques au Kenya, à l'élaboration d'une politique nationale en matière de changement climatique en Ouganda, à l'amélioration de l'accès aux informations en matière d'environnement et au renforcement de la participation des parties prenantes au Zimbabwe. L'organisation a milité en faveur des réformes régionales en matière d'environnement pendant la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement, ce qui a abouti à l'instauration de la Journée Wangari Maathai, Journée africaine de l'environnement, commémorée le 3 mars de chaque année.
